

Pour une gauche solidaire en Europe

Gabi Zimmer

Députée européenne allemande (die Linke), présidente du groupe parlementaire européen GUE/NGL

Paris, automne 2007. C'est l'irruption de la crise économique et financière mondiale. Les membres du groupe de la Gauche (GUE/NGL) au Parlement européen, qui se trouvent à Paris en séminaire d'étude à l'occasion de la présidence française de l'UE, captivés par le sujet, suivent avec une attention soutenue l'exposition des divers scénarios qu'un conseiller de Sarkozy développe devant eux. Que pourrait-il se passer demain si les gouvernants de l'UE et de ses États membres prennent, ou ne prennent pas, certaines décisions politiques pour lutter contre la crise économique et financière mondiale et européenne ?

C'était il y a cinq ans. Entre-temps, il est apparu que les « scénarios les plus noirs » décrits alors deviennent plus probables : l'effondrement de l'UE ou son maintien autoritaire, des fractures grandissantes entre le « centre » et la « périphérie », l'augmentation du nombre et des variétés des « différentes vitesses », ne sont pas de simples vues de l'esprit. Le démontage social et démocratique, l'intensification des répressions politiques et sociales, la montée de fondamentalismes religieux, idéologiques et politiques, l'augmentation de la violence contre « les étrangers », sont devenus réalité.

Ces scénarios sont aussi le résultat de l'attitude défensive, au plan structurel et sociopolitique, de la gauche qui ne tente qu'avec hésitation et à contrecœur de s'appropriier le niveau de l'UE comme défi politique, et pour en faire son champ d'action.

Beaucoup d'entre nous ne se rendent pas suffisamment compte des conséquences dramatiques d'un effondrement – ou d'un maintien par la force – de l'UE et de la zone euro. Un assez grand nombre espère même cet effondrement et pense que la gauche pourrait en tirer profit sur le plan politique. Si nous en étions capables, nous serions aussi assez forts pour faire de l'UE un acteur démocratique et solidaire qui apporte une solution juste et durable aux problèmes sociaux, écologiques et planétaires. Mais nous ne le sommes pas – malgré (ou à cause de) la dénonciation des « intérêts et contradictions impérialistes » et la réduction de l'UE à une alliance entre les forces politiques les plus réactionnaires.

Nous n'avons même pas été assez forts pour mobiliser, aux dernières élections européennes, un nombre suffisant d'électrices et d'électeurs afin de permettre qu'au Parlement européen soit représentée une gauche forte, audible et capable d'intervenir politiquement ! Actuellement, les forces de gauche constituent le groupe numériquement le plus faible – même inférieur au groupe EFD, celui des nationalistes de l'extrême droite.

L'UE à la croisée des chemins

Dans le passé, le rejet de la guerre et du fascisme, la contribution décisive de l'Union soviétique, ainsi que des communistes, à la destruction de la machine de guerre de l'Allemagne fasciste, ont suscité une motivation tout à fait sincère, en Europe de l'Est, chez des millions d'êtres humains à créer un modèle de société constituant une alternative au capitalisme. Il a été tragique et funeste que ce modèle leur ait été présenté, voire prescrit, sous la forme du stalinisme par les dirigeants soviétiques et leurs alliés. Le fait que les générations suivantes n'aient pas considéré ce modèle comme « une donnée éternelle » ne remet pas en cause les motivations initiales, mais constitue un désaveu des partis alors au pouvoir. Beaucoup de choses indiquent que les citoyens voulaient s'identifier à la tentative socialiste, voulaient participer activement à cette recherche et s'y impliquer avec leur cœur, leur raison et leur force créative. Mais ils ont dû se plier à l'idée qu'une élite savait ce qui était bon pour eux et ce qui était possible et nécessaire dans la confrontation mondiale avec le capitalisme.

À l'Ouest, beaucoup de partisans de la gauche ont pensé, et continuent de le faire, que la cause de leur faiblesse et de leurs problèmes serait l'absence d'attractivité du « socialisme d'État » et son échec. Cette opinion paraît compréhensible. Mais si c'était la seule et unique cause, les différentes « troisièmes voies » auraient pu avoir plus de succès. Même les régressions actuelles dans nos sociétés ne sauraient expliquer pourquoi, dans leur activité politique quotidienne, les gens de gauche n'élaborent pas des scénarios de développement social vraiment différents, pourquoi ils invitent trop rarement les personnes intéressées à travailler ensemble à trouver des possibilités d'action pour vivre

aujourd'hui de manière plus démocratique, plus solidaire, plus sociale et plus écologique. Si les pratiques à gauche étaient celles-ci, les élites auraient beaucoup plus de mal à prêcher l'absence d'alternative.

Un destin comparable à celui du socialisme d'État pourrait bien menacer l'Union européenne. Beaucoup de gens perdent l'espoir que l'UE puisse les aider à résoudre leurs problèmes et à améliorer leur vie. D'anciens conflits, à fondements nationaux ou ethniques, menacent d'éclater et de nouveaux conflits pourraient surgir. L'UE pourrait en perdre ses raisons d'être. Sa construction devait répondre aux intérêts, en matière économique et de compétitivité, des élites capitalistes dirigeantes. Il fallait intégrer l'ancienne République fédérale d'Allemagne dans une alliance occidentale, assurer la stabilité politique et construire une forteresse opposée au nouveau modèle soviétique est-européen. Mais l'UE et les formes qui l'ont précédée ont aussi contribué de manière efficace à maintenir la paix en Europe et à combattre les tendances et ressentiments nationalistes. C'était dans l'intérêt de la majorité des populations, correspondait à leurs souhaits, motivait leur identification à ce projet contradictoire, mais signifiait aussi souffrance et oppression pour des millions d'habitants du Sud de la planète.

Un nombre de plus en plus grand de citoyennes et citoyens de l'UE pensent que l'UE, et surtout ses États membres les plus puissants au plan économique, sont en grande partie responsables des crises mondiales et que leurs propres crises, ainsi que celles de la zone euro, sont d'origine interne.

Jusque dans les années 1990, le modèle de croissance suivi par l'UE semblait plus ou moins apte à garantir un certain équilibre social. Mais, d'une part, ce modèle est destructeur au plan écologique et social, et d'autre part les dirigeants profitent maintenant des crises pour mettre un terme au consensus social, qu'ils rejettent parce que « beaucoup trop coûteux ». Ils veulent faire disparaître les modèles européens d'État social. Cependant, pourquoi les citoyennes et citoyens devraient-ils défendre plus énergiquement l'euro et l'UE que les modèles européens d'État social ? Pourquoi les modèles européens d'État social ne devraient-ils pas être réformés et étendus pour devenir plus solidaires et être associés à un développement économique, socialement et écologiquement durable ?

Et pourquoi se dresser pour défendre les démocraties parlementaires si les décisions électorales des citoyennes et citoyens ne changent pas grand-chose au « cours des choses » ? Si d'importantes parties de la population font l'expérience que les normes écologiques et sociales, les droits de participation démocratique sont peu respectés, que les parlements nationaux et le Parlement européen qu'elles ont élus ou acceptés ne jouent pas de rôle dans le processus de restructuration de l'UE, alors pourquoi devraient-elles faire confiance à la démocratie parlementaire ? Pourquoi devraient-elles « vouloir », au nom de la volonté des gouvernants et de la « compétitivité mondiale », un parlement spécial pour la zone euro et le remplacement de la méthode communautaire eu-

ropéenne actuelle par une « union » à la Merkel, par la division forcée de l'UE en une zone euro et une zone non-euro, en un « centre » et une « périphérie » ? Mais il ne va absolument pas de soi que ce « non vouloir » se transforme en action politique et encore moins en actions pour l'émancipation et la solidarité.

Une réalité qui devrait donner à réfléchir est le fait que, au sein des gouvernements, se multiplient les voix de ceux qui veulent que le « modèle allemand », sous direction allemande ou franco-allemande, devienne le socle du développement futur de l'UE. Cela signifie : l'Agenda allemand comprenant Hartz IV, la précarisation, le travail à bas salaire, l'obligation de travailler pour toucher les allocations de chômage, l'élévation de l'âge de départ à la retraite, et beaucoup d'autres choses négatives. Ce processus a commencé depuis déjà longtemps. La méthode ouverte de coordination politique a pavé la voie aux élites économiques et politico-économiques pour adapter les politiques d'emploi et sociales aux critères de compétitivité globale. On exploite les situations douloureuses vécues par les salariés des sites où la compétitivité est en baisse pour leur prescrire, de manière violente et néolibérale, l'Agenda 2010 sous prétexte de « solidarité ». Ces pratiques sont également imposées par les gouvernements dont les liens économiques avec l'économie allemande sont les plus étroits, dans les pays où l'intégration économique est la plus avancée.

En Allemagne, les citoyennes et citoyens considèrent que dans l'UE ils ont une situation sociale privilégiée et le plus souvent ils préfèrent que « cela continue ». En se comparant ainsi aux autres, on arrive à accepter les dégradations sociales et on fait alliance avec les dominants.

Si les contradictions d'intérêt au sein de l'UE et entre ses États membres grandissent, il sera encore plus difficile pour la gauche de pratiquer la solidarité et de chercher des solutions justes aux problèmes mondiaux. Car les gens de gauche sont politiquement et socialement hétérogènes ; ils vivent dans des pays où les résultats électoraux déterminent les possibilités d'intervenir au niveau parlementaire et administratif. Il s'agit de garantir le maintien du *statu quo*, de créer des divergences d'intérêt, pour empêcher l'alliance entre ceux qui sont « en bas » de l'échelle sociale et les « classes moyennes ». Avant tout, il s'agit d'empêcher toute solidarité internationale entre les peuples. Mais les forces de gauche doivent se battre pour utiliser toutes les possibilités de mettre en œuvre des processus sociaux différents. Cela ne peut réussir que si elles mobilisent toutes leurs capacités intellectuelles et organisationnelles pour impulser des coopérations destinées à résoudre les problèmes posés.

Quatre défis

Parvenir au succès présuppose l'acceptation, par les forces de gauche, de répondre à quatre défis. L'ordre dans lequel ces défis sont répertoriés ci-après

n'est pas un ordre hiérarchisé, car ce qui compte est la simultanéité, l'égalité importance des enjeux et leur interdépendance.

1. Trouver les marges de manœuvre politiques, les défendre, les exploiter et les élargir. D'une part, il s'agit de la façon de traiter les contradictions objectives et, d'autre part, de la façon de défendre et d'utiliser les droits et conquêtes démocratiques. Ces questions sont liées à la capacité d'établir une coopération solidaire.
2. Se placer de manière consciente dans la tradition du mouvement européen des Lumières, des droits civiques et des droits de l'Homme, être conscient soi-même, et rendre conscients les autres, que les mouvements progressistes, le mouvement ouvrier, le féminisme, l'antifascisme, l'antiracisme et l'anti-colonialisme sont nés sous la forme de courants internationaux ; qu'être de gauche en Europe est toujours synonyme d'être européen et solidaire avec les victimes de l'oppression, du colonialisme et de politiques agressives.
3. Viser l'amélioration durable des conditions de vie sociales et écologiques des populations. Dans ce but, il faut mettre au centre de l'urgence politique les conditions de vie et les droits des plus vulnérables dans nos propres sociétés, dans l'UE et dans le monde. À nouveau, ce qui compte est la simultanéité : ne pas penser d'abord à « nos propres » pauvres, et agir dans leur intérêt, et après seulement à ceux qui meurent de faim dans le monde ; il faut faire les deux simultanément !
4. Selon notre vision d'une société composée d'acteurs libres, égaux, solidaires et responsables en matière écologique, la gauche doit miser sur l'intervention des acteurs et considérer que des citoyennes et citoyens même politiquement « passifs » sont aussi des acteurs potentiels.

Comment les forces de gauche en Europe sont-elles préparées à répondre aux problèmes, aux évolutions et aux défis mentionnés plus haut ? De quelles ressources disposent-elles et comment les utilisent-elles ? Qui sont, de leur point de vue, les acteurs de la transformation sociale indispensable ; que peuvent faire ces acteurs pour agir sur les rapports de force ; comment interviennent-elles et dans quelle mesure leurs alternatives pour combattre les crises, notamment la crise de l'UE et de l'euro, sont-elles crédibles ? Jusqu'à quel point y a-t-il même une gauche réellement existante et agissante dans l'UE et, au-delà, un Parti de la gauche européenne ?

Pour sortir de leur attitude défensive, les forces de gauche doivent créer de nouvelles alliances politiques. Cela présuppose une réelle capacité de coopération. Enfin, il est important de suivre les évolutions locales, régionales, européennes et mondiales, d'analyser les possibilités d'avancer et les marges de manœuvre, d'intervenir dans les processus de transformation sociale.

Les coopérations entre les partis de gauche et leurs groupes parlementaires, entre les instances de formation des partis ou les organismes qui leur sont proches, sont la condition première pour parvenir à apprendre à développer

une capacité stratégique et une efficacité politique croissante. Le Parti de la gauche européenne, le groupe de la gauche au Parlement européen et le réseau Transform ! sont, d'ores et déjà, l'expression de cette capacité de coopérer et, en même temps, des facteurs pour améliorer leurs compétences et gagner en influence politique dans la société. Ces trois structures internationales ont une responsabilité toute particulière dans le développement des forces de gauche et de leur capacité à construire des alliances.

Le groupe parlementaire confédéral de gauche au Parlement européen, GUE/NGL, a pour fonction essentielle d'utiliser les marges de manœuvre de l'action parlementaire pour renforcer le rôle du Parlement européen dans sa confrontation avec les autres institutions européennes. Ce groupe doit s'efforcer d'apporter un poids parlementaire aux propositions élaborées en étroite coopération avec les mouvements sociaux, écologistes, de défense de la démocratie et de la paix. Il doit aussi contribuer à renforcer la communication et la coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

Le rôle du groupe GUE/NGL

Chacun sait bien que le groupe GUE/NGL représente un large spectre de partis de gauche de l'UE. Sa force réside précisément dans le fait qu'il n'existe aucun autre projet de coopération entre des partis de gauche dont les partenaires ont d'aussi grandes différences en ce qui concerne leur identité, ainsi que leurs expériences et cultures politiques si dramatiquement divergentes. Mais là réside aussi la plus grande faiblesse du groupe GUE/NGL. Jusqu'à présent, différents partis politiques qui y sont représentés ne se montrent guère pressés « d'en demander plus » en matière de coopération et d'intégration européennes de la gauche. Les directions de ces partis ont du mal à se projeter comme des acteurs qui doivent agir simultanément au plan local, régional, national, européen et mondial. Mais si ces partis voulaient se donner la peine d'apprendre à le faire, ils feraient tout pour maintenir le groupe GUE/NGL, pour le façonner et l'utiliser comme une chance offerte à l'intégration des forces de gauche. Ils ne désigneraient pour le Parlement européen que des candidats aptes à coopérer et à communiquer.

Il est donc nécessaire que les partis se mettent autour d'une table, entre autres avec l'objectif de redéfinir ce que la « confédération » peut et doit revêtir dans les conditions d'aujourd'hui. Ce faisant, ils devront s'intéresser à nouveau au traité de Lisbonne, dont le rejet a été nécessaire et totalement justifié. En même temps, ce traité a attribué au Parlement européen plus de droits, de devoirs et de responsabilités législatives. Il s'agit donc d'épuiser toutes les possibilités d'agir !

Le processus d'entente mutuelle sur des stratégies politiques ne doit pas conduire à une subordination de certains partis à d'autres, ni à une perte de

leur diversité. Il doit devenir possible d'élaborer un « plus » en matière de politique commune de gauche dans l'UE et en Europe, avec tous les intéressés et en faveur de la majorité de la population.

À mon avis, sur la base des quatre défis formulés plus haut, il est parfaitement possible pour les forces de gauche de discuter sereinement de leurs dissensions et contradictions, de débattre avec vivacité et en même temps de développer et de pratiquer ensemble une politique commune.

Il n'est pas réaliste d'attendre du groupe GUE/NGL, dans sa structuration actuelle, qu'il opère un rapprochement entre les approches politiques très diverses, apportées et cultivées par les uns et les autres ; qu'il abolisse les barrières et les différences entre les cultures politiques. Ce n'est pas le rôle des députés, qui ont été choisis par leurs partis et qui doivent agir sur la base de leurs programmes électoraux respectifs. Certains partis ne veulent considérer le Parlement européen que comme un point d'appui supplémentaire pour réaliser leur programme politique et mener leurs batailles nationales. L'hétérogénéité des conceptions défendues par les partis représentés dans le groupe GUE/NGL, notamment sur l'UE et la lutte contre la crise de l'UE, sont considérables.

Derrière les positions divergentes se trouvent de très fortes différences d'appréciation concernant les rapports de force sociopolitiques au niveau national et au niveau de l'UE, ainsi que sur les voies à suivre pour les changer. Cela nous conduit à poser la question de savoir s'il suffit que les forces de gauche en Europe concentrent leurs efforts pour appuyer les résistances actuelles contre le fait de faire porter le fardeau de la crise aux plus vulnérables socialement, en participant aux manifestations et protestations contre la politique d'austérité aux côtés des précaires, de la classe ouvrière, des chômeurs et des exclus ?

Selon moi, cela ne suffit pas, car l'histoire nous montre que les hommes s'engagent s'ils lient cet engagement à l'espoir d'une vie meilleure, d'une société meilleure. Nous devons donc travailler collectivement pour élaborer une vision commune de ce qu'est une Europe de paix, démocratique, sociale et écologique. Cela ne peut réussir que si nous répondons « oui » à la triple question suivante : les forces de gauche souhaitent-elles une intégration européenne plus profonde ; visent-elles une coopération plus poussée et plus étroite pour résoudre les problèmes sociaux écologiques et humains ; pour y parvenir veulent-elles une fédération européenne politiquement basée sur les droits de l'Homme ?

Le réseau « Transform ! Europe », constitué de 22 organismes de recherche et de formation de 16 pays européens, peut faire beaucoup pour que les forces de gauche apprennent à coopérer, acquièrent ainsi une « vision » européenne et développent une politique européenne de gauche.

Les députés des partis de gauche européens au Parlement européen ont donc besoin d'échanges étroits dans et avec les fondations ainsi que dans et avec Transform !. Ils ont besoin de dynamique, d'espaces de discussion protégés, de modération et de médiation, de conseils, de nouvelles connaissances, d'idées, d'expériences, de formation. ■